

ARRÊTÉ N° 199 du 25 SEP. 2020 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**société SOFRILOIRE (SIRET 341 985 737 000 20) au LION D'ANGERS
de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux
produits et équipements à risques.**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L171-1 à L172-17 et L557-1 à L557-61 ;

Vu l'article L557-28 du code de l'environnement qui dispose : « *En raison de leurs risques spécifiques, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.*

Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :

- 1° La déclaration de mise en service ;*
- 2° Le contrôle de mise en service ;*
- 3° L'inspection périodique ;*
- 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;*
- 5° Le contrôle après réparation ou modification. » ;*

Vu l'article L557-29 du code de l'environnement qui dispose : « *L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.* » ;

Vu l'article L171-8 du code de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

Vu le décret n°2020-383 du 1er avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret du Président de la République du 7 mai 2019 portant nomination de M. René BIDAL en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2020-024 du 19 août 2020 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la préfecture ;

Vu le chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement (partie réglementaire) et notamment sections 1, 5 et 14 relatives au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

Vu le rapport de la DREAL Pays de la Loire du 15/07/2020 relatif à la visite de surveillance du 2 juillet 2020 sur le site de la société SOFRILOIRE située rue du Chatelier au LION D'ANGERS (49220) ;

Considérant que lors de la visite sur site du 2 juillet 2020, les inspecteurs de l'environnement ont constaté :

- que les tuyauteries des installations NH3 ne respectent pas les exigences réglementaires prévues par l'arrêté du 20 novembre 2017 et l'instruction ministérielle BSEI 14-078 du 7 juillet 2014 :
 - non réalisation des inspections périodiques des tuyauteries installées sur l'installation NH3 alors que cette disposition est exigée depuis mai 2005 et prévues par l'arrêté du 20 novembre 2017 et l'instruction ministérielle BSEI 14-078 du 7 juillet 2014 ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article L. 557-28 du Code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 §I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOFRILOIRE de respecter les dispositions du chapitre VII « Produits et équipements à risques » issu du titre V, livre V du code de l'environnement ;

Considérant que ces dispositions ont pour objet des mesures, contrôles, analyses et surveillances ayant pour objet la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement et entrent dans le champ du décret n° 2020-383 susvisé ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La Société SOFRILOIRE située « rue du Chatelier » au LION D'ANGERS 49220 est mise en demeure de régulariser sa situation au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression.

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour respecter les dispositions réglementaires suivantes :

- Réaliser les visites initiales de l'ensemble des tuyauteries de l'installation NH3 prévues par l'arrêté du 20 novembre 2017 et l'instruction ministérielle BSEI 14-078 du 7 juillet 2014 sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté
- Réaliser les inspections périodiques de l'ensemble des tuyauteries de l'installation NH3 prévues par l'arrêté du 20 novembre 2017 et l'instruction ministérielle BSEI 14-078 du 7 juillet 2014 sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 2 :

La Société SOFRILOIRE transmettra, à Madame la Directrice Régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement, les pièces justifiant de la réalisation des actions de régularisation décrite à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 :

En cas de non-exécution de la présente mise en demeure, il peut être fait application de sanctions administratives et pénales prévues aux articles L171-8 et L557-60 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5:

Le présent arrêté est notifié à la société SOFRILOIRE par lettre recommandée avec accusé réception et sera publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie du LION D'ANGERS et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie du LION D'ANGERS pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire du LION D'ANGERS et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire - direction de l'interministérialité et du développement durable - bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 6 :

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de SEGRÉ, le maire du LION D'ANGERS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 25 SEP. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture


Magali DAVERTON

